Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 129 (1984)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348617

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Sans imagination dans la conduite des opérations, Iraniens et Irakiens ont peut-être inventé ce printemps une variante de la stratégie d'approche indirecte. Leur guerre sur terre a stagné depuis le milieu de mars; elle stagnait encore à la fin de juin, exception faite de quelques infiltrations et de bombardements sporadiques sur les villes, raréfiés sinon arrêtés à la demande du secrétaire général de l'ONU. Cet entr'acte n'étonne pas de la part de Bagdad, qui se cantonne dans la défense de son front; il dénote, à Téhéran, soit de l'indécision, soit de la difficulté à relancer dans l'offensive une masse que la mobilisation, le 14 juin, de tous les «volontaires déjà entraînés» a dû regonfler après de terribles saignées, mais qui doit bien souffrir de la raréfaction d'un armement lourd et moderne dont les vendeurs ne se bousculent pas au portillon des ayatollahs. En revanche, les deux camps ont accentué, dans le golfe Persique, ce qui est au minimum une diversion, et au mieux un effort pour détraquer l'économie de guerre de l'ennemi (approche indirecte!), en s'attaquant à son trafic pétrolier.

De la part de l'Irak, la manœuvre est claire, et avouée: il s'agit, sans attaquer directement le *terminal* de Kharg, fortement protégé par la DCA, d'en rendre les parages insalubres aux navires qui viennent s'y approvisionner, afin de ruiner une exportation dont le trésor de guerre iranien a absolument besoin. Les Iraniens, s'en prenant quant à eux à des pétroliers séoudiens et koweitiens, ont sans doute cherché à rendre quelque crédibilité à leur menace de fermer le détroit d'Ormouz, une ambition qui dépasse leurs moyens si l'on tient compte du fait que les Occidentaux, Etats-Unis au permier rang, ont sur place des forces aéronavales capables de tenir ce passage ouvert.

Ce bras de fer a eu jusqu'ici deux effets: le premier, mineur, d'agiter la spéculation sur le prix d'un pétrole dont le volume demeure pourtant constant; le second, de mettre en cause les émirats et l'Arabie séoudite qui se contentaient encore de soutenir discrètement leurs frères arabes irakiens. Les Américains se gardant bien de s'impliquer directement, mais fournissant à leurs amis de la région ce qu'il fallait — avions *AWACS*, ravitailleurs et *F-15*, missiles sol-air portatifs *Stinger* — les Etats riverains du Golfe ont réagi dans l'esprit de la neutralité armée, se mettant en mesure de protéger leurs navires contre les incursions d'une aviation iranienne qui n'a plus un appareil à perdre.

De ce côté, l'entreprise de Khomeiny a donc fait long feu; sa seule

chance de se relancer avec succès réside dans une reprise du sanglant grignotage de terrain qui lui a réussi depuis trois ans, mais à quel prix, du Kurdistan au Khouzistan. Ce qui incite à penser que cette relance viendra tôt ou tard, à moins que Téhéran ne se résigne à arrêter les frais, soit pour des raisons de politique intérieure, soit par crainte d'une initiative soviétique que l'affaiblissement du pouvoir iranien pourrait encourager. En réarmant l'Irak, Moscou a en effet non seulement marqué sa désapprobation de la répression dont sont victimes ses protégés du parti communiste Toudeh, mais encore son désaveu de la sympathie que les patriotes afghans trouvent chez leurs frères iraniens en la foi.

*
* *

Il est vrai que l'URSS a, au Proche- et au Moyen-Orient, d'autres soucis non moins pressants. La Syrie, son alliée, fait aujourd'hui la loi au Liban. Les factions libanaises peuvent certes continuer de vider à coups de canon leurs querelles locales, ethniques et religieuses, et le président Gemayel tenter de refaire une unité politique dont on saura ce qu'elle vaut le jour où sera reconstituée une armée libanaise capable de concrétiser la réalité d'une nation composite et une volonté de souveraineté avec laquelle il faudra enfin compter. Il n'empêche que, pour le moment, le Liban est soumis politiquement au bon vouloir d'une Syrie dépendante de l'URSS, et militairement occupé par deux voisins, adversaires irréductibles l'un de l'autre. Cette situation, qui ne trouble pas le sommeil des champions onusiens du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reste grosse de périls. Que le Syrien ou l'Israélien se sente un jour de force à expulser l'autre, dans une conjoncture où la superpuissance amie de cet autre serait momentanément dissuadée d'intervenir, et l'on aura le règlement de comptes. Mais point n'est besoin d'aller aussi loin dans la perspective pour comprendre que les Soviétiques accordent un prix majeur à la consolidation de cette Syrie dont ils ont fait, sur l'aile sud de l'OTAN et à la porte d'un monde arabe secoué jusque dans ses racines religieuses, un point d'appui et une manière de tour de contrôle de leur stratégie dans la région.

Intérêt d'autant plus vif que, en Asie centrale et au-delà, les choses n'ont pas pris, ces derniers mois, un tour aussi favorable que le Kremlin pouvait l'espérer. (Pas plus d'ailleurs qu'en Afrique australe où Pretoria a réussi, à l'égard de ses voisins de l'Angola et du Mozambique, un «contre» diplomatico-militaire dont les effets se prolongent, ou qu'en Amérique centrale où la persévérance de la guerilla salvadorienne compense mal celle des insurrections antimarxistes du Nicaragua.) En Afghanistan, les Soviétiques ont mis le paquet, dès le mois d'avril, dans plusieurs secteurs, mais principalement dans la vallée du Panshir dont la signification symbolique leur importait sans doute moins

que la valeur stratégique. Du tapis de bombes au parachutage, de la manœuvre héliportée à celle de la terre brûlée, ils ont tout mis en œuvre pour déloger la Résistance, laquelle a appliqué avec maestria les recettes du genre: population évacuée, terrain facile délaissé sans combat, repli dans les petites vallées latérales et sur les hauts où les Morgarten à la sauce afghane se sont multipliés.

Le résultat, provisoire comme toujours dans ce type de guerre élastique, c'est que les Russes se sont retrouvés, fin juin, au point où ils en étaient après leur première poussée d'avril; ils tiennent le bas du Panshir, ce qui suffit à couvrir l'axe Termez-Kaboul, mais laisse entières les chances des contre-attaques afghanes. A condition pourtant que celles-ci bénéficient de la protection antiaérienne qui leur a fait constamment défaut. Les prises de guerre, les transfuges de l'armée de Babrak Karmal désertant avec armes et bagages, et un soutien américain déroutant subtilement, via le Pakistan, des sol-air et même des quadritubes soviétiques rachetés par les Etats-Unis à leurs premiers acquéreurs arabes, ont amélioré la situation à cet égard. Mais l'URSS est naturellement en état de forcer la dose matérielle comme celle de ses effectifs. L'avenir dépend non seulement de son calcul du rapport coût-bénéfice, mais encore de l'importance que Moscou attache à son triomphe politique et stratégique en Afghanistan. Et il y a tout lieu de penser que cette importance est extrême, aussi grande que celle que l'URSS attacha naguère à la conservation de ses avancées hongroises et tchécoslovaques, et aujourd'hui à celle d'une base polonaise dont le général Jaruzelski est un auxiliaire efficace.

*
* *

Passons sur l'Inde où l'héritière de Gandhi démontre, contre les Sikhs, que la doctrine de la non-violence débouche aisément sur le plus rigoureux emploi de la force, d'une manière telle que l'URSS n'a pas encore à craindre la dislocation d'une Union à laquelle — océan Indien oblige — elle accorde une sollicitude intéressée. En Indochine, la saison sèche a pris fin sans que les Vietnamiens soient venus à bout de la résistance khmère. Non pas que les accrochages sur la frontière chinoise aient eu un effet quelconque sur un front cambodgien trop lointain. Mais la guérilla du «Kampuchea démocratique», dans laquelle les éléments purement nationalistes jouent un rôle croissant, a pris du corps et de l'expérience au fil des ans; de ses repaires montagneux, elle opère sur les grands axes, perturbe gravement la logistique de l'envahisseur, notamment sur la route numéro 6 qui va de Siam Reap, par Sisophon, à la frontière thaïlandaise, et sème l'insécurité dans des villes aussi importantes que le chef-lieu provincial de Battambang. Tout compte fait, la rituelle offensive de printemps se solde par un échec du gouvernement communiste de Hanoï,

ce qui ne dérange d'ailleurs que modérément les Soviétiques du moment que leurs bases aéronavales, ex-américaines, sur la côte orientale du Sud-Vietnam, restent en lieu sûr.

De même, plus au nord, Moscou ne doit pas aimer beaucoup que la Chine passe contrat d'armement avec les Etats-Unis, que Kim Il Sung, soleil nord-coréen de l'univers, penche à nouveau vers Pékin faute d'être considéré par Moscou comme la pièce maîtresse de sa stratégie en Extrême-Orient, ou que le Japon persiste dans son intention de participer militairement au *containment* de l'expansion soviétique. Mais rien de tout cela ne pose de problème urgent à une Union soviétique qui a accumulé là-bas les moyens de conduire toutes opérations offensives ou défensives.

*
* *

Faut-il néanmoins attribuer à ces déconvenues périphériques ce que d'aucuns appellent le durcissement de l'attitude soviétique à l'égard de l'Occident? Honnêtement dit, on n'en sait rien. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que cette attitude ne doit rien à la personnalité pour le moins tremblotante de M. Tchernenko, tant il est vrai que le comportement de l'URSS dépend d'une mécanique de parti. Et l'on sait aussi, dans la perspective de l'élection présidentielle américaine, que le Kremlin ne se méfie pas moins d'un mollachu comme le fut Jimmy Carter que d'un carré comme Ronald Reagan. Ce qui compte essentiellement, c'est le rapport des forces. A cet égard, l'URSS, selon les appréciations occidentales, peut se sentir à l'aise, ses armements progressant plus vite et plus fort que ceux de l'OTAN. Mais Moscou, en dépit de couacs encourageants pour lui — et l'on pense ici à la décision des Pays-Bas de surseoir à l'implantation des missiles de croisière sur leur territoire — a mal pris la résolution occidentale de s'armer de moyens comparables à ses SS-20. Les Soviétiques auraient pu, sans danger pour leur sécurité, consentir à une réduction parallèle des forces nucléaires; ils ont préféré relancer la course à la puissance. C'est une politique dont ils ont les moyens, leur régime pouvant sans entraves intérieures consacrer le meilleur de ses ressources à l'acquisition de la supériorité militaire, qu'ils cultivent sur le plan classique comme sur le plan nucléaire. Les Occidentaux, à cet égard, sont plus gênés. La doctrine tend au renforcement des moyens classiques, dans le dessein de rendre évitable le recours à la riposte atomique. Mais les crédits d'équipement ne suivent pas.

Reste à considérer la possibilité d'une dévaluation de l'arme nucléaire. La destruction, le 10 juin, d'une ogive nucléaire fictive en plein vol par un antimissile américain sans charge atomique, est une expérience de nature à révolutionner la stratégie de destruction massive. Qu'elle se vérifie et se généralise, et il faudra revoir toutes les données actuelles de l'équilibre des forces. J.-J. C.